

COTON ACP

Un partenariat pour un développement durable et un commerce viable



Programme d'Appui à la Consolidation du Cadre d'Action pour le Partenariat Union Européenne-Afrique sur le coton

RESULTAT 3.1. PROMOTION DES BONNES PRATIQUES AGRICOLES



Rapport Annuel d'Avancement 2014

Titre du Projet:	Contribuer à la compétitivité et à l'intensification durable des filières cotonnières africaines par le développement des capacités en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs.
Symbole FAO du Projet:	GCP/RAF/482/EC
Pays:	Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tanzanie, Zambie
Bailleur de Fonds:	Union Européenne, DEVCO, E3 Intra ACP (FED)
Référence Accord de Contribution :	CRIS 2012/306-817
Financement:	2,5 millions d'euros (3,315,650 US Dollars)
Durée:	4 ans
Organisme d'exécution:	FAO
Date de début:	Octobre 2012
Période couverte par le rapport:	Janvier 2014 – Décembre 2014

1 Description en bref

Nom du bénéficiaire du contrat de subvention

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Nom et titre de la personne de contact

Anne-Sophie Poisot, Coordinatrice Adjointe, Programme Sous régional de Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs des cultures, Division de la Production et de la Protection des Végétaux, FAO

Titre de l'Action

« Contribuer à la compétitivité et à l'intensification durable des filières cotonnières africaines par le développement des capacités en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs »

Pays cibles

Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tanzanie, Zambie

Nom des partenaires de l'Action

Au niveau régional et international : les partenaires formels ou informels avec lesquels le projet collabore incluent : l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Common Market for East and Southern Africa (COMESA), l'Association des Producteurs de Coton Africains (AProCA), le Programme Régional pour la Protection Intégrée du Cotonnier en Afrique (PR-PICA), le Centre International pour la Recherche Agricole pour le Développement (CIRAD), le Better Cotton Initiative (BCI), le Cotton Made in Africa (CMIA).

Au Burkina Faso : le Ministère de l'Agriculture à travers la direction de la vulgarisation et de recherche-développement (DVRD) et les directions régionales de l'agriculture, l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPC-B), les Unions provinciales et départementales des producteurs de coton (UPPC et UDPC), l'Institut National de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA), les sociétés cotonnières (SOFITEX, FASOCOTON et SOCOMA).

Au Mali : la Direction nationale de l'agriculture (DNA), la Compagnie Malienne pour le Développement du Textile (CMDT) (des contrats ont été signés avec quatre filiales CMDT, i.e. les filiales Sud, Ouest, Centre et Nord), l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN), l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali (APCAM), l'Union nationale des Sociétés coopératives de producteurs agricoles (UN-SCPC), l'Institut d'Économie Rurale (IER) notamment son Programme Coton, l'IFDC, le Programme d'Appui à la Filière Coton Textile (PAFICOT), l'Initiative pour un meilleur coton (Better Cotton Initiative).

Au Sénégal : la Société de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX), et la Fédération nationale des Producteurs de Coton (FNPC), la Direction de l'agriculture (Ministère de l'Agriculture), l'ONG ENDA Pronat, les Directions régionales du développement rural (DRDR).

En Tanzanie : le Ministère de l'Agriculture, de la Sécurité Alimentaire et des Coopératives ; le Tanzania Cotton board (TCB) ; le centre de recherche de Ukiriguru, les services de vulgarisation du ministère et des districts, le Tanzania Gatsby Trust, et deux égreneurs (Alliance and Biosustain).

En Zambie : la Cotton Board of Zambia, la Cotton Association of Zambia (organisation des producteurs cotonniers), le Cotton Development Trust (CDT, institut de recherche), le Zambia Cotton Ginners Association (ZCGA), le Ministry of Agriculture and Livestock, la Mumbwa Farmers Ginning Company, les égreneurs Cargill, Alliance Gineries, Grafax, et Continental (NWK ayant

opté pour la participation à la formation des facilitateurs de fin 2014), et d'autres structures de recherche telle que IITA.

Groupes cibles et bénéficiaires finaux

Groupes cibles: Les producteurs de coton et leurs organisations, les égreneurs, les agents de vulgarisation du gouvernement et les décideurs en charge du coton, les Conseils et organisations interprofessionnelles du coton.

Bénéficiaires finaux: Les petits agriculteurs de coton, en particulier les femmes, en Afrique.

2 Contexte de l'action

2.1. Résumé Exécutif de l'Action

Le projet «*Contribuer à la compétitivité et à l'intensification durable des filières cotonnières africaines par le développement des capacités en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs*» (Référence du projet GCP/RAF/482/EC-CRIS 2012/306-817) s'inscrit dans la mise en œuvre du «**Programme d'Appui à la Consolidation du Cadre d'Action pour le Partenariat Union Européenne-Afrique sur le coton**» financé par le 10^{ème} FED. En effet, à travers le présent projet, la FAO a été mandatée pour la réalisation du **Résultat 3.1 dudit programme** : «*Les bonnes pratiques agricoles respectueuses de l'environnement sont diffusées dans 5 pays d'Afrique*».

Le projet GCP/RAF/482 - EC-CRIS 2012/306-817 intervient dans une logique de consolidation et d'extension des acquis du Programme «*Tous ACP relatif aux produits de base agricoles*» (AAACP), conduit de 2007 à 2012, en particulier le volet mis en œuvre par la FAO (GCP/INT/045/EC) et ses sous Activités sur le coton, dont les résultats ont montré la pertinence de l'approche de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs du cotonnier à travers les champs école des producteurs, comme un moyen pour relever les défis actuels de la production cotonnière en Afrique.

Les cinq pays bénéficiaires du projet, pour une période de quatre ans (Octobre 2012-Octobre 2016) sont : le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie. Ce projet a pour vocation de contribuer à la mise en œuvre des programmes régionaux de promotion des filières coton-textiles notamment :

- la Stratégie révisée de mise en œuvre de l'Agenda pour la compétitivité de la filière coton-textile dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) 2011-2020, en particulier l'Objectif stratégique 1: «Améliorer la productivité des industries coton-textile de la zone UEMOA».
 - «Renforcer les capacités des producteurs de coton et des organisations paysannes par la diffusion de bonnes pratiques agricoles, de bonnes pratiques pour la gestion de la fertilité des sols, la gestion des pesticides et la biosécurité.» (OS1, point 2)
 - «Promouvoir les partenariats entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes.» (OS1, point 6)
- la Stratégie régionale pour la chaîne de valeur du coton à l'habillement de la COMESA (Juin 2009), en particulier le Résultat 1. «Réduction de la contamination du coton graine et de la fibre de coton afin d'améliorer le niveau des prix»

- «Réduire la contamination le long de la chaîne de valeur par la sensibilisation, la formation, des ateliers et des visites.» (A1)
- «Améliorer les services de vulgarisation agricole dont la gestion intégrée des déprédateurs (GID) et les bonnes pratiques agricoles (BPA).» (A5)
- «Améliorer l'éducation des producteurs, par exemple grâce aux champs écoles des producteurs.» (A7)
- «Éduquer les producteurs sur l'assurance qualité, notamment par le biais des champs écoles des producteurs.» (A12)
- «Créer de la transparence entre les producteurs et les égreneurs [...] notamment [par] des informations sur les marchés de niche (coton peu contaminé, biologique, issu du commerce équitable) grâce aux associations professionnelles.»

Pour cela l'accent est mis sur les renforcements des capacités de l'appui conseil agricole et des petits producteurs de coton afin d'améliorer les rendements, diminuer l'utilisation des pesticides et améliorer la santé et les conditions de vie des producteurs (intensification agricole durable).

2.2. Résumé des Objectifs du projet

L'objectif principal du projet est de contribuer à l'amélioration durable de la compétitivité, de la valeur ajoutée, et de la viabilité des filières cotonnières africaines, de manière à en optimiser l'impact sur le revenu des producteurs.

Le projet GCP/RAF/482/EC vise les trois objectifs stratégiques suivants :

- **Objectif stratégique 1:** Mettre en place des mécanismes d'institutionnalisation de l'approche GIPD/CEP

Résultat.1.1. L'approche CEP est intégrée dans le système d'intervention des structures de vulgarisation, de formation et de recherche

- **Objectif stratégique 2 :** Renforcer les capacités au niveau institutionnel et communautaire en matière de GIPD et de réduction des risques pesticides

Résultat.2.1. Les capacités techniques et de planification en GIPD/CEP sont renforcées au niveau institutionnel (OP, égreneurs, projet, gouvernement, ONG)

Résultat.2.2. Les capacités et la sensibilisation des communautés (facilitateurs et producteurs) sur la GIPD/CEP et les risques des pesticides sont renforcées

Résultat 2.3. Actions pilotes pour lever les obstacles à une meilleure adoption de la GIPD, en particulier par l'accès aux intrants et au crédit

- **Objectif stratégique 3 :** Capitaliser et diffuser les acquis de l'approche GIPD / CEP

Résultat.3.1. Un système de suivi évaluation et de gestion de la performance est mis en place pour tous les pays du Projet.

Résultat.3.2. Les stratégies de communication et de diffusion des acquis du programme sont élaborées et mise en œuvre

3 Activités menées pendant la période de rapport

Objectif stratégique 1: Mettre en place des mécanismes d'institutionnalisation de l'approche GIPD/CEP

Résultat.1.1. L'approche CEP est intégrée dans le système d'intervention des structures de vulgarisation, de formation et de recherche

Activité 1.1.1. Mettre en place un cadre de concertation national entre les différents partenaires techniques du programme

Un cadre de concertation formel ou informel est actif dans chaque pays. Ces instances, qui tiennent lieu de comité d'orientation du projet au niveau des pays, sont constituées de représentants des partenaires impliqués dans l'exécution du projet. Les tâches des cadres de concertation nationale sont :

- examiner et approuver le programme annuel et le budget ;
- examiner et approuver les rapports d'activités ;
- examiner et approuver les différents rapports d'évaluation du projet ;
- faire des recommandations à l'attention des différents partenaires intervenant dans la mise en œuvre du Projet ;

Au Burkina Faso, le cadre de concertation regroupe le coordonnateur du projet, les maîtres formateurs, les points focaux, des représentants des facilitateurs, des représentants de l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB), des représentants des trois sociétés cotonnières (SOFITEX, FASO COTON, SOCOMA), des représentants du ministère de l'agriculture, notamment de la Direction de la Vulgarisation et Recherche-Développement (DVRD), des représentants de l'Institut National de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA-Programme coton).

Le cadre de concertation s'est réuni le 23 décembre 2014, à Bobo-Dioulasso, pour faire le bilan des activités de l'année 2014 et planifier les activités de 2015.

Au Mali, le cadre de concertation est composé de la coordination du projet, des représentants de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), des représentants des sociétés cotonnières (Holding CMDT, des filiales CMDT, de l'OHVN), un représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM), un représentant de l'Union Nationale des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton (UNSCPC), un représentant du Centre Régional de Recherches Agricoles de Sikasso (CRRRA-Programme coton), des représentants du Projet d'Appui aux Filières Coton Textiles (PAFICOT) et de Better Cotton Initiative (BCI). Le cadre de concertation a tenu deux réunions respectivement le 04 septembre 2014 à Bougouni et les 6 et 7 janvier 2015 à Fana. La première réunion avait pour objectif de discuter de la mise en œuvre des protocoles d'accord à mi-parcours et la deuxième réunion a permis de faire le bilan des activités de 2014 et de programmer celles de 2015.

Au Sénégal, le cadre de concertation national regroupe des représentants des Directions Régionales du Développement Rural (DRDR) ; la Société de développement et des fibres textiles (SODEFITEX) ; la Fédération Nationale des Producteurs de Coton (FNPC), l'Institut Sénégalais

de Recherches Agricoles (ISRA), l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR), l'ONG Groupe d'Action pour le Développement Communautaire (GADEC), et la Coordination Technique Nationale FAO/GIPD qui gère le projet.

Les membres du cadre de concertation ont tenu le 19 décembre 2014 une réunion pour faire le bilan des activités de 2014 et planifier les activités de 2015.

En Tanzanie, le cadre de concertation se rencontre de façon informelle avec les partenaires techniques impliqués dans la filière cotonnière et le projet, à savoir le Tanzania Cotton Board, le Ministère de l'Agriculture (Plant Health Services), le centre de recherche de Ukiriguru, les égreneurs partenaires et la Représentation de la FAO en Tanzanie. Le partage d'expérience s'effectue aussi via la mise en place d'une Task Team sur la lutte intégrée pour la filière cotonnière en Tanzanie convoquée par le Gatsby Trust et le programme COMPACI et qui a tenu sa première réunion le 8 juillet 2014 à Dar es Salaam. L'objectif de la réunion était, comme le proposaient l'Office du coton de Tanzanie (TCB), COMPACI et le Programme de développement du coton et du textile (CTDP), de former une équipe spéciale de gestion intégrée des déprédateurs pour la filière cotonnière en Tanzanie afin de permettre de relever le défi, entre autres, d'une gestion intégrée des déprédateurs du coton obsolète. Par ailleurs, la réunion visait également à rechercher de nouveaux pesticides disponibles compatibles avec l'approche GIPD, et à planifier comment améliorer les techniques de lutte intégrée avec une équipe de soutien pour assurer une amélioration et un suivi continu. L'équipe spéciale comprend des représentants du Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives, de CropLife Tanzania, de COMPACI, de l'Institut de recherche sur l'agriculture tropicale (IITA), de la compagnie cotonnière Biosustain, du Fonds d'affectation spéciale pour le développement du coton (Cotton Development Trust, de Positive International, du Programme de développement du coton et du textile et du Tanzania Cotton Board.

En Zambie, la première réunion du Comité national de concertation (CNC) s'est tenue le 21 octobre 2014; toutes les parties prenantes avaient été invitées et 13 membres ont pu y participer. Le CNC a décidé que les facilitateurs de la prochaine Formation des Facilitateurs (FdF) seraient identifiés par l'Office du coton de Zambie (CBZ) et par l'Association des égreneurs de coton de Zambie (ZGCA). La réunion a été bien accueillie par toutes les parties prenantes. Le comité comprend des représentants de l'Office du coton de Zambie (Président), du Fonds zambien de développement du coton (secrétaire), du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAL), de l'Association cotonnière de Zambie (CAZ), de l'Association des égreneurs de coton de Zambie (ZCGA), du Point focal coton au COMESA (excusé), de l'Union nationale des agriculteurs de Zambie (ZNFU), de l'Agence de gestion environnementale de Zambie (ZEMA), de COMPACI et de la délégation de l'Union européenne en Zambie (excusée). Ce comité national de consultation qui a pour fonction d'appuyer la mise en œuvre du projet permettra aussi de faciliter la diffusion de l'approche GIPD/CEP au niveau national.

Activité 1.1.2 : Etablir des accords de partenariat avec les différents partenaires techniques du programme

Les activités du projet, notamment la formation des facilitateurs (agents d'encadrement) et des producteurs de coton, sont essentiellement mises en œuvre **à travers des accords de partenariat** entre la FAO et les acteurs des filières cotonnières que sont les sociétés cotonnières, les organisations de producteurs de coton et les structures de recherche cotonnière. Ces accords sont complétés par des cofinancements des activités par les partenaires.

Ces contrats ont pour but la réalisation des activités (formations, Champs Ecoles des Producteurs, visites commentées ou journées portes ouvertes, ateliers, missions de supervision, activités de recherche, actions de communication...) par les partenaires eux-mêmes, avec un appui technique de la FAO.

C'est une évolution importante par rapport au précédent projet financé par l'Union Européenne en appui à la mise en œuvre du Partenariat UE-Afrique sur le coton (« Programme UE-ACP sur les produits de base agricoles dont le coton », dit AAACP), dans lequel cette approche était embryonnaire. En effet le AAACP a permis de créer en interne au sein des principaux partenaires des connaissances, compétences et aptitudes en matière de GIPD et de mise en œuvre de l'approche CEP.

Cela est vrai tant au niveau du **management des structures**, de mieux en mieux sensibilisées et outillées sur les CEP et la GIPD, qu'à travers la **formation de « maîtres formateurs » GIPD (formateurs des facilitateurs) internes**, en mesure de former de façon autonome le personnel des institutions. Le présent projet capitalise sur ces acquis en déléguant directement aux structures via des protocoles ou contrats la mise en œuvre et la co-supervision par le personnel interne, avec un coaching et un suivi régulier par la FAO. A titre d'exemple, les Formations des Facilitateurs ou FDF au Mali sont assurées directement par les maîtres formateurs de la CMDT précédemment formés par la FAO. Ce niveau d'institutionnalisation varie selon les structures en fonction de l'historique de la collaboration ou des ressources humaines internes. Au Sénégal la SODEFITEX disposait d'un maître formateur issu de sa division BAMTAARE, qui intervient toujours après son départ à la retraite. Il travaille en tandem avec des maîtres formateurs CEP issus du Ministère de l'Agriculture ou des structures décentralisées, tandis que de nouvelles compétences de formation sont en train d'être créés en interne. Du fait de ses ressources humaines plus limitées, l'UNPBC ne dispose pas encore de ses propres maîtres formateurs, mais est appuyée par un groupe de maîtres formateurs GIPD expérimentés du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, initialement formés par la FAO sur le riz et les cultures maraîchères, puis sur le coton.

Au Mali, mais également en Tanzanie et Zambie, les **facilitateurs Champs Ecoles** sont essentiellement des agents d'encadrement des compagnies cotonnières (CMDT, Alliance, Grafax, Cargill...), ainsi que du personnel technique des associations de producteurs (CAZ Zambie), des inspecteurs des Cotton Board (Zambie et Tanzanie) ou des services de la vulgarisation ou de l'inspection phytosanitaire (Tanzanie).

Au Sénégal et au Burkina, les facilitateurs sont surtout des producteurs membres de l'Union Nationale des Producteurs de coton (UNPCB) ou de la Fédération Nationale des Producteurs de Coton (FNPC) ; c'est le cas bien que dans une moindre mesure au Mali avec les producteurs facilités affiliés à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM).

Toutes les structures partenaires ont également un rôle primordial dans le **suivi évaluation** des activités, via des missions de supervision et la participation à la définition et à la mise en œuvre des outils de suivi opérationnel à tous les échelons (manuel de suivi évaluation). La participation accrue aux activités par les services Suivi Evaluation des partenaires a fait l'objet d'une attention particulière au cours de l'année 2014. Ce sont aussi les agents des structures partenaires qui ont été formés et sont en train de conduire les enquêtes sur les effets des formations en CEP au Burkina Faso, Tanzanie et Zambie. Voir à ce propos les activités conduites en Suivi Evaluation sous le résultat 3.1.

L'approche d'apprentissage par la pratique mise en œuvre dans les CEP l'est donc aussi au niveau des structures, avec pour but de renforcer et d'autonomiser les structures nationales et de favoriser la durabilité des actions.

Outre la signature des protocoles d'accords et contrats, des partenariats informels sont entretenus avec plusieurs structures, projets/programme intervenant dans les zones bénéficiaires du projet.

Au Burkina Faso, un protocole d'accord a été signé avec l'UNPCB. L'engagement de l'Union à travers le préfinancement des activités a permis de dépasser les indicateurs de résultats prévus dans le protocole d'accord. Des partenariats informels (sans protocoles d'accords) sont entretenus avec le ministère de l'agriculture notamment la DVRD et les directions régionales de l'agriculture et l'INERA pour la formation des facilitateurs et la supervision des champs écoles des producteurs.

Au Mali, deux types d'accord de partenariats ont été établis en fonction de la nature juridique des partenaires (sociétés privées ou para-étatiques, ou bien institution publique ou à but non lucratif). Des contrats ont ainsi été signés avec les Filiales CMDT (Centre SA de Fana, Nord-Est SA de Koutiala, Sud SA de Sikasso et Ouest SA de Kita). Des protocoles d'accord ont été signés avec l'APCAM, l'OHVN et le Centre Régional de Recherche Agronomique (CRRR) de l'Institut d'Economie Rurale (IER) à Sikasso.

Le projet entretient des partenariats informels avec le Projet d'Appui à la Filière Coton Textile (PAFICOT) pour le compte duquel il appuie la réalisation de CEP, le Better Cotton Initiative (BCI, idem), l'Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP), et l'Office de la Protection des Végétaux (OPV).

Au Sénégal, deux protocoles d'accord ont été signés respectivement avec la SODEFITEX et la FNPC. L'intervention des deux partenaires a amélioré la visibilité du projet et la diffusion de la GIPD, à travers les sensibilisations dans l'ensemble de la zone de production cotonnière. La mise en œuvre des plans d'actions a aussi permis une participation effective des principaux acteurs du projet : directeurs techniques et personnel de terrain de la SODEFITEX (chefs de région, chefs de secteurs, conseillers technico-commerciaux); secrétaire exécutif, présidents d'union et techniciens d'union de la FNPC.

Des partenariats informels sont entretenus avec la Direction Régionale du Développement Rural de Tambacounda, l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), l'Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural (ANCAR).

En Tanzanie, un protocole a été signé avec Plant Health Services du Ministère de l'Agriculture et des Coopératives (qui héberge le Point Focal Lutte Intégrée Coton qui fait office de Coordonnateur national du projet). La mise en œuvre des CEP et des FDF est appuyée par un maître formateur CEP expérimenté (formé aux CEP par la FAO sous un précédent projet) et qui est issu du District de Bukoba. Il est secondé par des formateurs spécialistes du coton issus de l'Institute de Recherches Agricoles d'Ukiriguru, de la Vulgarisation, des Services de l'inspection phytosanitaire (ayant précédemment travaillé pour un projet FAO sur la lutte intégrée dans les systèmes coton), et des formateurs du Tanzania Cotton Board (aspects qualité du coton, récolte et post récolte et commercialisation) formés par le volet ITC du Programme de Consolidation.

Des partenariats informels sont entretenus avec la Tanzania Cotton Board (TCB), Alliance Ginnery (dont les agents sont formés en tant que facilitateurs), le Tanzania Gatsby Trust (TGT), le projet Bio-sustain de Singida, et le programme du Tanzania Cotton Board sur la qualité du coton, financé par la Délégation de l'Union Européenne. En effet le projet GIPD collabore avec ce projet mis en œuvre par TCB à Simiyu pour améliorer la qualité du coton et faciliter l'accès au marché des agriculteurs tout en encourageant l'agriculture contractuelle au niveau de l'exploitation. Les maîtres formateurs du projet GIPD sont en train de conduire des formations pour les agriculteurs chefs de file et le personnel du projet TCB-EU dans la région de Simiyu, sur fonds propres de ce projet. Il s'agit donc d'une excellente synergie entre 2 projets financés par l'UE sur le coton dans le même pays.

En Zambie, c'est avec le Cotton Development Trust (institut de recherche sur le coton) qu'un protocole a été signé pour la supervision des activités. Le CDT héberge la Secrétaire de la Task Force Nationale Lutte Intégrée sur le Coton, qui fait office de Coordinatrice nationale du projet. Outre ses compétences techniques sur la culture cotonnière, le CDT est également un acteur neutre qui jouit de bons rapports à la fois avec les égreneurs et l'Association des producteurs de coton (CAZ). Des partenariats informels sont entretenus avec le Cotton Board of Zambia (CBZ, qui préside notamment le Comité de concertation national sur le projet), la Cotton Association of Zambia (dont tous les techniciens ont été formés comme facilitateurs), le COMPACi avec lequel des informations et documents techniques sont régulièrement échangés, et avec la Zambia Cotton Ginners Association qui facilite la circulation des informations auprès des égreneurs.

Tableau 1 : Bilan des cofinancements

Pays	Partenaires	Charges cofinancées	Montant estimé (USD)	Impact
Burkina Faso	UNPCB	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de semences de coton Bt et conventionnel pour les champs écoles • Salaire d'un agronome chargé de la mise en œuvre des activités de formation en champs écoles dans le cadre du protocole d'accord FAO-UNPCB • Salaire de 12 conseillers en gestion qui appuient les facilitateurs dans l'animation des modules de formation sur la tenue des cahiers recette-dépenses, l'élaboration d'un compte d'exploitation • Salaire d'un chauffeur • Mise à la disposition du projet logistique (salle de réunion, ordinateurs, vidéo projecteur) pour les sessions de formation des facilitateurs 	30 280	La fourniture des semences par l'UNPCB permet une mise en place des champs écoles à bonne date. Aussi la mobilisation des techniciens de l'UNPCB et du Ministère de l'agriculture permet d'offrir un encadrement de proximité aux facilitateurs et aux producteurs et améliore le suivi de l'exécution du projet. Par ailleurs, le projet fait des économies sur les salaires, la logistique ; ces économies sont injectées dans l'extension de formation en champs écoles des producteurs
	Ministère de l'agriculture	Salaire de 5 maîtres formateurs	15 810	
Mali	Filiale CMDT Centre SA de Fana	Salaires des Points focaux Salaires des Facilitateurs CEP	34 200	La mise à disposition des agents d'encadrement des Filiales CMDT, de l'OHVN et des facilitateurs producteurs de l'APCAM a facilité l'organisation et le déroulement des activités sur le terrain. Leur implication a permis aussi de réduire le coût de mise en œuvre du projet.
	Filiale CMDT Nord-Est SA de Kouitiala	Locaux/bureaux/ équipements matériels		
	Filiale CMDT Sud SA de Sikasso			
	Filiale CMDT Ouest SA de Kita			
	APCAM	Salaires des Points focaux Salaires des Facilitateurs CEP Autres personnels impliqués	26 930	
	OHVN	Locaux/bureaux/ équipements matériels Salaires des Points focaux Salaires des Facilitateurs CEP Autres personnels impliqués	13 200	
BCI	Conduite de Formations des Facilitateurs et suivi des CEP par l'équipe du projet GIPD pour le compte de la BCI, entièrement à ses frais, en collaboration étroite avec APPROCA partenaire de BCI (dont le Secretariat est basé au Mali).	50 000	Améliorer la qualité des formations BCI. Améliorer les capacités techniques et d'analyse et l'autonomisation des producteurs formés. Améliorer l'appropriation de l'approche par APPROCA	

	IER/CRRA de Sikasso	Salaires des Points focaux Salaires des Facilitateurs CEP Autres personnels impliqués Locaux/bureaux/ équipements matériels	7 100	Beaucoup de produits alternatifs (bio pesticides) aux produits de synthèse ont permis aux producteurs de réduire considérablement l'utilisation des produits chimiques de synthèse surtout au niveau des réseaux GIPD.
	Ministère du Développement rural à travers la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)	Salaires Assistants Techniques Salaires Chauffeurs Autres personnels DNA Personnels DRA Equipements/matériels Frais Electricité & eaux Entretiens véhicules Bureaux (contrats) Entretiens bureaux Salles de réunion	39 760	L'appui du ministère à travers la DNA a permis d'offrir au projet un cadre propice de travail. Son implication à travers l'appui du personnel mis à sa disposition pour la mise en œuvre des activités a favoriser une plus grande connaissance de la GIPD et son adoption comme approche à vulgariser par la Division Conseil et Vulgarisation Agricole
	SODEFITEX	<ul style="list-style-type: none"> • Salaire du point focal juillet-décembre ; • Frais d'hôtel du point focal en moyenne 4 nuitées par mois juillet-décembre ; • Salaire chauffeur conduisant point focal juillet-décembre ; • Carburant consommé en moyenne 155 litres par mois juillet-décembre. 	20 000	Le suivi et la collecte des données au niveau des CEP, champs de consolidation et FDF installés ; participation des agents de l'encadrement de base SODEFITEX et techniciens union de la FNPC.
Sénégal	FNPC	<ul style="list-style-type: none"> • Salaires du Directeur Exécutif chargé de la mise en œuvre du protocole d'accord FAO-FNPC (1/3 du temps sur 9 mois • Salaires Comptable (1/3 du temps sur 9 mois) • Salaires Chauffeur (1/3 du temps sur 9 mois) • Salaires 6 Techniciens d'Union (1/3 du temps sur 9 mois • Fonctionnement véhicule (1/3 Entretiens et Réparations) • Valorisation des salles pour formations • Valeur des Intrants des champs de consolidation 	25 000	Économies sur les salaires, la logistique ; Amélioration du suivi de l'exécution du projet et renforcement des compétences en GIPD du personnel
	BCI	Conduite d'une Formation des Facilitateurs par l'équipe du projet GIPD pour le compte de la BCI, entièrement à ses frais, en collaboration étroite avec la FNPC partenaire de BCI	25.000	Améliorer la qualité des formations BCI. Améliorer les capacités techniques et d'analyse et l'autonomisation des producteurs formés. Améliorer l'appropriation de l'approche par FNPC.

Tanzanie	Projet Délégation UE-Tanzania Cotton Board sur la qualité du coton	-Conduite d'une Formation des Facilitateurs par l'équipe du projet GIPD pour le compte du projet UE-TCB, entièrement à ses frais	34 000	Cette collaboration permet d'améliorer l'impact du projet TCB par des formations de qualité des facilitateurs qui ensuite animeront des CEP ; d'accroître le nombre de facilitateurs au niveau national ; de diffuser l'approche ; d'améliorer l'appropriation du dispositif CEP par TCB ; et généralement, de créer des synergies bénéfiques entre 2 projets financés par le même partenaire l'UE.
Zambie	Compagnies d'égrenage (Cargill, Grafax, Alliance, NWK, China Africa Cotton)	Essence pour les facilitateurs pour leur permettre de faire un suivi des champs école	1 000	Le cofinancement a permis de redéployer les fonds du projet pour la formation des producteurs
		Fourniture d'intrants (fertilisants, pesticides, etc)	4 870	
	CDT	Véhicule pour les activités de projet	50.000	
TOTAL DES COFINANCEMENTS			352 150	

Activité 1.1.3. Organiser des actions d'information et planification en direction des décideurs politiques au niveau national

Au Burkina Faso, le coordonnateur du projet a pris part à un atelier d'information et de partage sur l'approche « Caisse de Résilience », organisé par la FAO, où il a fait une communication sur l'état des lieux des champs écoles des producteurs au Burkina Faso. Plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales ont participé, au plus haut niveau, à cet atelier. Il s'agit entre autres de : le Secrétariat Permanent de Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles (SP/CPSA), Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), Oxfam, la Confédération Paysanne du Faso (CPF), etc.

Au Mali, une note technique présentant la logique d'intervention et les résultats du projet a été conçue pour informer le Ministre du Développement Rural sur les actions menées. Aussi, la Journée Portes Ouvertes (JPO) organisée à Bla a été une tribune pour sensibiliser les décideurs politiques. Elle a enregistré la participation de deux députés de l'Assemblée Nationale, du président de l'APACAM et de 6 maires des communes d'intervention du projet.

En Zambie, l'institutionnalisation de l'approche GIPD a déjà été discutée avec le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage lors de la rencontre de sensibilisation des parties prenantes au projet.

En Tanzanie, une Journée Portes Ouvertes a eu lieu en mai 2014 avec la participation des autorités locales, des leaders des OP et de la Coordinatrice internationale du projet FAO. A cette occasion, le District Commissioner a fort apprécié les visites des champs, les connaissances acquises par les producteurs et les résultats obtenus, et a pris la décision de débloquer des ressources humaines pour appuyer l'extension de l'approche GIPD.

Activité 1.1.4. Développer une stratégie d'appropriation de l'approche GIPD/CEP avec les partenaires

L'appropriation de l'approche GIPD/CEP passe par la responsabilisation des partenaires. Ainsi, le projet, à travers la signature de protocole d'accord qui favorise le « faire-faire » a contribué à développer les capacités des partenaires dans les 5 pays.

Au Burkina Faso, la formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs du cotonnier a été retenue comme un axe prioritaire dans le plan quinquennal de l'UNPCB qui ambitionne de renforcer les capacités de l'ensemble de ses 9 000 groupements de producteurs à cette approche.

Au Mali, des Journées de concertation entre le Réseau des facilitateurs de Bla et la Filiale CMDT Nord-Est ont été organisées à Koutiala les 18 et 19 septembre 2014. Ont pris part à cette concertation, les cadres de la Filiale, les dirigeants du réseau, les représentants des sociétés et coopératives des producteurs de coton de Bla, de Koutiala et la coordination du projet. Ces journées ont permis d'élaborer un Plan d'action pour l'appropriation et l'application de la GIPD à grande échelle.

Au Sénégal, l'implication des partenaires, au niveau central et local, dans l'élaboration et la mise en œuvre des activités à travers les protocoles, à favoriser l'appropriation de l'approche au niveau communautaires.

Par, ailleurs, une Note conceptuelle a été élaborée pour la définition d'une **stratégie d'extension de la GIPD et du suivi de son appropriation** par les producteurs de coton des 5 pays. La

stratégie vise à définir, en fonction des situations nationales, les activités à conduire pour lever les défis actuels de la GIPD à savoir :

- l'extension de la formation GIPD au maximum de cotonculteurs
- l'application de la GIPD sur les grandes superficies de coton
- le suivi des producteurs formés en GIPD.

Le processus d'élaboration de la stratégie comporte deux étapes :

1. Diagnostic participatif des potentialités et obstacles à l'extension et l'appropriation de la GIPD ;
2. Elaboration du cadre logique de la stratégie d'extension et d'appropriation de la GIPD.

En Tanzanie, les parties prenantes ont été impliquées à divers niveaux: national, régional, district et village. Les CEP sont inclus dans le Document de Stratégie du Tanzania Cotton Board en tant qu'outil à généraliser pour pallier la faiblesse des rendements à la parcelle, et la faiblesse de l'encadrement technique. La réunion des parties prenantes en fin de campagne en 2015 renforcera également l'appropriation des activités du projet par les partenaires. La formation des facilitateurs relève de la compétence des autorités locales et les facilitateurs formés ont l'engagement d'effectuer des activités/services de vulgarisation sur leurs lieux de travail. Au cours des missions de sensibilisation effectuées par le personnel du projet, les autorités régionales et du district ont été informées sur le programme et ont accepté que les activités du projet soient incluses dans les cycles de planification et de budgétisation de leurs districts, en particulier dans les districts pilotes où fonctionne le projet.

En Zambie, les partenaires intéressés à fournir des agents pour participer au programme (Formation des Facilitateurs) devaient contribuer financièrement en fournissant des intrants pour la mise en place des parcelles expérimentales dans tous les CEP établis, ainsi que du carburant pour que les facilitateurs puissent mener le travail sur le terrain (cf tableau des co-financements plus haut). La plupart des compagnies ont été en mesure de fournir les intrants pour les parcelles d'étude mais cela n'a pas été le cas pour le carburant en vue du transport. Les parties prenantes aux niveaux national, régional et du district ont été consultées sur la mise en œuvre du programme. La Zambie ne disposant pas actuellement de compétences locales fortes en matière de CEP, la Coordinatrice nationale est appuyée par un maître formateur senior du Zimbabwe précédemment formé par la FAO et parlant les langues locales ; il est secondé lors des FDF par 2 formateurs locaux qui, tout comme la Coordinatrice, s'outillent par ce biais à l'approche CEP. Les facilitateurs CEP, eux, étaient principalement issus du secteur privé (égreneurs, en particulier Cargill et Alliance Gineries) et de CAZ, ainsi que du Cotton Board of Zambia et du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Le Ministère de l'Agriculture souhaite s'approprier les CEP sur différentes cultures ; certains fonctionnaires avaient déjà été formés ou sensibilisés par la FAO.

Activité 1.1.5. Appuyer le développement des réseaux de facilitateurs et producteurs GIPD

Dans le but de pérenniser les acquis du programme GIPD qui a réussi à maintenir une présence sur le terrain - avec des niveaux de financement divers - depuis 2001, et de préserver la qualité de l'approche CEP mais aussi de promouvoir la GIPD, les facilitateurs se sont organisés au niveau national en réseaux des facilitateurs GIPD/CEP, souvent spontanément et sans apports extérieurs,. Depuis 2011, ces réseaux sont plongés dans une certaine léthargie au Burkina et Sénégal par manque de financement de leurs activités.

Le projet veut contribuer à la redynamisation de ces réseaux qui jouent un rôle important dans la promotion de l'agriculture durable, les liens entre l'appui conseil et le monde paysan et l'autonomisation des communautés rurales.

Au Burkina Faso, le projet a financé l'organisation d'une réunion du bureau exécutif des facilitateurs, tenue à Ouagadougou les 11 et 12 novembre 2014. Cette réunion a permis au bureau exécutif, en prélude à l'assemblée générale, de:

- faire une relecture des textes statutaires du réseau qui seront validés au cours de la prochaine assemblée générale ;
- élaborer le programme d'activités du réseau pour la période 2015-2016 qui sera validé au cours de la prochaine assemblée générale ;
- définir une stratégie de mobilisation de ressources financières pour le réseau.

Au Mali, les réseaux de facilitateurs sont actifs ; un atelier a été organisé du 22 au 24 décembre 2014 pour mener la réflexion sur la redynamisation des réseaux des facilitateurs. Cette rencontre a permis de faire une autoévaluation de la vie des réseaux mais aussi de planifier les activités des prochaines années. Le projet a également mis à disposition du Réseau des facilitateurs de Bla un équipement informatique, pour faciliter le suivi évaluation des producteurs formés par ce Réseau très actif.

Au Sénégal, le projet en plus du renforcement des capacités des membres du réseau des facilitateurs, travaille à le mettre en relation avec d'autres partenaires tels que le PIP/COLEACP, ou l'IED. Le partenariat porte principalement sur un appui à la diffusion des pratiques de GIPD.

En Zambie, un réseau de facilitateurs a été établi (pas de réseau de producteurs car aucun producteur n'a encore été formé). Un réseau en ligne a été mis en place qui relie 80 pour cent des facilitateurs formés. Le réseau permet aux facilitateurs de poser des questions au groupe et de recevoir immédiatement des réactions.

Objectif stratégique 2 : Renforcer les capacités au niveau institutionnel et communautaire en matière de GIPD et de réduction des risques pesticides

Résultat.2.1. Les capacités techniques et de planification en GIPD/CEP sont renforcées au niveau institutionnel (OP, égreneurs, projet, gouvernement, ONG)

Activité 2.1.1. Identifier les acteurs institutionnels et les zones d'intervention

Cette activité est terminée dans tous les pays.

L'identification des zones d'interventions et des partenaires potentiels a été faite en 2013, avant le démarrage du projet. Le projet intervient dans les zones à faible niveau d'encadrement des producteurs, qui enregistrent de faibles performances en matière de productivité. Aussi, le projet s'appuie sur les acteurs déjà présent dans ces zones pour la réalisation des activités, ce dans une option de synergie d'action et de mutualisation des ressources.

Activité 2.1.2. Actualiser les curricula de formation CEP existants sur la GIPD dans les systèmes de production cotonniers

En Afrique de l'Ouest, un « Guide du facilitateur sur la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs pour le Coton » a été produit par le projet et diffusé à l'ensemble des facilitateurs.

Un manuel méthodologique « Guide du Facilitateur pour la conduite des Champs Ecoles » a également été produit et diffusé. Il est complété par un draft de guide intitulé : « Outils d'éducation non formelle dans l'animation des champs écoles des producteurs » élaboré en 2014. Il s'agit d'une capitalisation des outils d'éducation non formelle utilisés dans l'animation des CEP au Burkina Faso, Mali et Sénégal. Ce draft de guide a été conçu au cours d'un atelier restreint tenu à Sikasso du 04 au 06 mars 2014 et regroupant 08 experts en éducation non formelle des trois pays cités.

Aussi, un draft d'un livret intitulé : « Formation des facilitateurs des champs écoles des producteurs » est conçu au profit des maîtres formateurs du projet.

En Tanzanie, un curriculum révisé de formation est en place depuis la saison 2014/2015 pour la nouvelle FdF et le recyclage (i.e. formation complémentaire des facilitateurs ayant suivi une FdF début 2014) dans les zones du projet.

En Zambie, deux documents ont été retenus en vue d'une publication d'ici la fin de la campagne agricole 2014/2015. L'équipe nationale s'est associée avec d'autres parties prenantes comme COMPACI pour recueillir toutes les informations nécessaires (le processus de collecte de l'information est en cours).

Activité 2.1.3. Traduire en langues locales les différents guides de formation développés

Les documents de suivi évaluation de la conduite des champs écoles des producteurs ont été traduits en langues nationales.

Au Burkina Faso, aucune traduction n'a été nécessaire parce que les facilitateurs sont capables de lire et écrire en français.

Au Mali, les documents ci-dessous ont été traduits en *bambara* : le guide d'enquête de base, la fiche de suivi des cotonculteurs, le journal de démarrage du CEP, le rapport d'évaluation du CEP, le rapport mensuel du point focal, la plaquette sur les bio pesticides.

Au Sénégal, les documents ont été traduits en *pulaar*. Il s'agit : le journal de CEP, les fiches de collectes de données d'AAES, la fiche de suivi.

Cette activité n'est pour l'instant pas pertinente en Tanzanie ni en Zambie dans la mesure où des guides plus formalisés doivent être préparés en 2015. En Zambie, les formations des facilitateurs ont lieu sans aucun problème en anglais. En Tanzanie les formations des facilitateurs et des producteurs ont directement lieu en kiswahili comme de besoin.

Activité 2.1.4. Appuyer les partenaires dans la réalisation des diagnostics de la situation de base dans les zones cotonnières ciblées

La situation de référence vise à établir l'état des lieux des différentes zones d'interventions afin de doter le projet d'une référence pour l'évaluation de sa performance et de son impact. Elle a été établie en 2013 au Mali et au Sénégal.

Cette étude a été menée au **Burkina Faso** en 2014. Elle visait spécifiquement à :

- Elaborer un bilan succinct des acquis des projets antérieurs du Programme GIPD dans la filière cotonnière au Burkina Faso
- Faire une présentation de la production cotonnière au Burkina Faso
- Caractériser les systèmes de production dans les zones d'intervention du projet
- Dresser la situation des indicateurs clés de la production dans les différentes zones cotonnières
- Faire des recommandations pour orienter l'intervention du projet

Selon ce rapport provisoire de l'étude, les principaux problèmes communs aux trois zones cotonnières du Burkina Faso sont :

- L'insuffisance du dispositif d'appui conseil.
- Le faible niveau d'alphabétisation des producteurs ;
- Le faible niveau d'équipement des exploitations cotonnières et le coût élevé des intrants.
- La faiblesse et la stagnation des rendements.
- La pression parasitaire.
- La dégradation des sols et de l'environnement

Une analyse détaillée est disponible dans le rapport. Les interventions du projet contribueront à travers le renforcement des capacités des producteurs, à apporter des solutions à ces problèmes.

En Tanzanie et en Zambie, une rapide enquête initiale (mission sur le terrain) a été effectuée et diffusée. En Tanzanie elle a couvert plus spécifiquement les régions de Mwanza, Simiyu et Singida. Elles montrent un sérieux déclin de la productivité du coton, aggravé par des facteurs internes et externes défavorables (structure de la filière cotonnière, contrôle de qualité, volatilité des prix, fluctuations du taux de change et instabilité du marché).

Activité 2.1.5. Renforcer les capacités des partenaires clés en gestion de projets de CEP

A travers la signature de protocoles d'accord qui favorisent le « faire-faire », le projet contribue au renforcement des partenaires en gestion des projets de CEP dans les 5 pays. Par ailleurs, les agents des structures partenaires (égreneurs, OP, vulgarisation-appui conseil...) ont participé à toutes les formations ou recyclages initiés au niveau régional ou national. Il s'agit, entre autres en Afrique de l'Ouest, de :

- L'atelier de formation des maîtres formateurs tenu à Sélingué (Mali) du 12 au 17 mai 2014. Cet atelier a regroupé 24 participants venus du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal.
- L'atelier sous-régional de formation en analyse des données des enquêtes sur les effets des formations CEP avec le logiciel EXCEL, tenu à Somone (Sénégal) du 24 au 29 novembre 2014. Cet atelier a regroupé 16 participants venus du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal.
- Les ateliers nationaux de recyclage des facilitateurs.

Au Burkina Faso, le projet a organisé un atelier de formation au profit des cadres du Ministère de l'agriculture. Cette formation s'est tenue du 22 au 24 octobre 2014 à Koudougou avec la participation de 05 cadres de la Direction de la Vulgarisation et de Recherche-Développement,

13 cadres émanant des 13 directions régionales de l'agriculture. La formation s'était fixée pour objectifs pédagogiques de rendre les participants capables de :

- Expliquer les principes de base de l'approche champ école des producteurs ;
- Décrire les préalables à la mise en place d'un champ école des producteurs ;
- Décrire les différentes étapes de la mise en œuvre d'un champ école des producteurs ;
- Décrire les règles de la facilitation d'un champ école des producteurs ;
- Restituer les différents modules aux agents d'appui-conseil agricoles (Chefs UAT et chefs ZAT).

Au Sénégal, les groupements ont été initiés à l'élaboration de plan d'action et leur mise en œuvre à travers les clubs d'écoute communautaires. Les clubs d'écoute sont un cadre qui rassemble régulièrement des membres des communautés rurales (hommes, femmes, jeunes). A travers l'écoute et la production participative de programme radios, ils favorisent la discussion active et la recherche de solutions aux problèmes locaux, le partage d'informations techniques, et la bonne gouvernance des communautés. La mise en relation des champs école et des clubs d'écoute constitue un processus qui a donné des résultats très probants en zone d'implantation de la GIPD/CEP. L'implication du dispositif des services régionaux (les régions de production cotonnière et les secteurs) de la SODEFITEX dans le suivi des activités a amélioré considérablement l'engagement de la société à diffuser l'approche CEP dans le système de vulgarisation.

En Tanzanie et Zambie, qui viennent à peine de démarrer les CEP sur le coton, ces activités sont encore à un stade embryonnaire ; il s'agit essentiellement de créer progressivement des compétences de maîtres formateurs au sein des structures partenaires (cf la section 1.1 et les activités 1.1.2 et 1.1.4).

Activité 2.1.6. Collaborer avec les initiatives de labellisation du coton

La FAO maintient depuis 2007 un dialogue constructif avec le *Better Cotton Initiative* (BCI) pour promouvoir les objectifs communs de durabilité et de réduction de la pauvreté, et que soit maintenue et améliorée la crédibilité technique des critères du BCI en particulier sur la lutte intégrée et les pesticides. La Coordination internationale du projet à la FAO est en contact régulier via skype et email avec la direction de la BCI pour échanger et proposer des activités communes. Une réunion de travail entre FAO et BCI eu lieu à Montpellier en octobre 2014 pour faire le point des collaborations. Un projet commun a été soumis pour financement fin 2014 par BCI à l'IFC pour appuyer l'extension à grande échelle de la GIPD au Mali, l'approche GIPD étant fortement soutenue par BCI.

Au Mali, Le projet collabore avec le Better Cotton Initiative, qui a comme mandat la labellisation du coton produit dans sa zone d'intervention. En collaboration avec l'APROCA, partenaire de la BCI, la Coordination du projet au Mali appuie la BCI dans la réalisation de Formations des Facilitateurs, et de Champs Ecoles des Producteurs pour former les producteurs de coton BCI à travers les CEP GIPD, sur fonds propres de la BCI. Le BCI participe aussi aux réunions de cadre de concertation du projet.

Au Sénégal, le projet entretient un partenariat avec le BCI. Le BCI s'appuie sur les maîtres formateurs du projet pour la conduite de sessions de formation des facilitateurs (FdF) et la conduite de champs écoles des producteurs dans la région de Kolda, sur fonds propres de la BCI.

En Zambie, la coordination du projet au niveau international et au niveau national a rencontré à plusieurs reprises dans le courant de l'année le programme COMPACI et CMIA pour échanger des informations, des curricula et outils sur les formations des producteurs.

Résultat.2.2. Les capacités et la sensibilisation des communautés (facilitateurs et producteurs) sur la GIPD/CEP et les risques des pesticides sont renforcées

Activité 2.2.1. Organiser des recyclages pour des facilitateurs et producteurs déjà formés

A. Recyclage des facilitateurs

Les recyclages nationaux des facilitateurs ont été précédés d'un atelier sous-régional de formation de 24 maîtres formateurs en provenance du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. L'atelier qui s'est tenu du 12 au 17 mai 2014 a permis de renforcer les compétences des maîtres formateurs sur les thèmes suivant :

- l'éducation non formelle dans les champs écoles des producteurs ;
- les alternatives à la lutte chimique dans les systèmes cotonniers ;
- l'organisation de la Formation des Facilitateurs (FdF).

Le maîtres formateurs ont, à leur retour dans leur pays, animé des sessions de recyclage au profit des facilitateurs des champs écoles des producteurs. Le contenu des recyclages des facilitateurs portait essentiellement sur :

- l'approche méthodologique d'installation et d'animation des champs écoles des producteurs ;
- le processus d'élaboration des curricula de formation en gestion intégrée de la production et des déprédateurs du cotonnier à travers les champs écoles des producteurs.
- l'itinéraire technique de la production du coton et des opérations post-récolte
- la gestion des ravageurs et des maladies du cotonnier
- les alternatives à la lutte chimique contre les ravageurs du cotonnier
- le système de suivi-évaluation (outils + dispositif) des activités des CEP.

Au Burkina Faso, le recyclage des facilitateurs a eu lieu à Bobo-Dioulasso, du 18 au 20 juin 2014, en un seul centre.

Au Mali, les ateliers de recyclage ont été organisés au niveau des quatre filiales CMDT et de l'OHVN. Cette décentralisation des ateliers a permis d'aborder des sujets spécifiques en lien avec les problèmes particuliers de chaque filiale.

Au Sénégal, deux sessions de recyclage ont été organisées à Tambacounda et Vélingara dans la même période du 2 au 6 juin 2014.

En Zambie, une session de recyclage de 24 facilitateurs précédemment formés en FDF au début 2014, a été organisée en octobre 2014 près de Lusaka, en présence de la Coordinatrice internationale du projet FAO.

B. Recyclage des producteurs (champs de consolidation ou CEP de deuxième année)

Le cycle complet de formation des producteurs en GIPD à travers les CEP dure 02 campagnes entières de production cotonnière. La formation de deuxième année vise à consolider les acquis de la première année. Ainsi, le curriculum de formation de la deuxième année est élaboré sur la

base des insuffisances révélées par l'évaluation du CEP en fin de première année. Aussi, à la différence des CEP de 1^{ère} année qui comportent une étude comparative entre les bonnes pratiques agricoles recommandées en GIPD et les pratiques habituelles des producteurs et dont les animations sont hebdomadaires, les sessions des CEP de 2^{ème} année se tiennent chaque quinzaine et le dispositif comporte seulement des parcelles gérées suivant les bonnes pratiques agricoles.

Au Sénégal, outre la conduite des champs de consolidation, 82 cotonculteurs installés dans 4 villages de l'Union de Koussanar et Missirah ont bénéficié d'un suivi rapproché dans leurs propres champs en vue de les accompagner à mettre en œuvre les compétences d'observation et d'analyse et les techniques acquises à travers les CEP. Le suivi-encadrement de ces producteurs a été assuré par 4 facilitateurs pour une superficie totale de 79,5 ha de coton.

En Tanzanie et Zambie, aucune session de recyclage des producteurs n'a été planifiée étant donné qu'il s'agit encore d'une phase pilote.

Tableau 2 : Données des recyclages des facilitateurs et des producteurs

Type de formation	Burkina Faso	Mali	Sénégal	Tanzanie	Zambie	Total
<i>Recyclage des maîtres formateurs</i>	8	12	4	0	0	24
<i>Recyclage des facilitateurs</i>	72	146	58	0	24	300
<i>Nombre de champs de consolidation</i>	49	180	21	0	0	250
<i>Recyclage des producteurs</i>	1099	4145	280	0	0	5524

Activité 2.2.2. Former de nouveaux facilitateurs et producteurs en approche GIPD/CEP

A. Formation de nouveaux facilitateurs

Bien que le projet ait atteint ses objectifs en termes de formation de nouveaux facilitateurs dès la première année, il a été obligé, au regard de la forte demande des partenaires, de financer de nouvelles sessions de formation des facilitateurs. En effet, pour la généralisation de l'approche de formation dans l'ensemble des zones de production, les partenaires veulent disposer d'un pool important de facilitateurs pour accompagner cette mise à l'échelle. Ceci a été rendu possible financièrement par la réalisation d'efficiences au niveau de la gestion du projet, en particulier via des économies d'échelle sur les formations, des co-financements par les partenaires, ou encore un co-financement des coûts fixes des coordinations nationales par d'autres projets de la FAO gérés par l'équipe GIPD à Rome.

Ainsi, des formations de nouveaux facilitateurs ont été animées séquentiellement dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest de juin à novembre 2014 ; et de novembre 2013 à avril 2014 en Tanzanie et Zambie. En Tanzanie, une FdF s'est tenue en saison 2013-début 2014 et une FdF a été mise en œuvre pour le compte du projet TCB UE au cours de la saison 2014-2015. En Zambie, une FdF 'version courte s'est tenue au cours d'un mois en printemps 2014 et une deuxième FdF est en train d'avoir lieu sur 5 sessions de 5 jours à Mumbwa. En effet, Les sessions de formation des facilitateurs (futurs formateurs des producteurs) se sont tenues à des stades clés du développement de la culture, et allient la théorie à la pratique. Les facilitateurs

cultivent, eux-mêmes une parcelle, effectuant des observations, comparant différentes techniques et menant des expérimentations pour résoudre les problèmes rencontrés. Ils conduisent en parallèle des champs écoles des producteurs appelés « *CEP associés* » où ils forment les producteurs, avec le coaching des maîtres formateurs expérimentés. Ceci permet d'assurer la mise en situation et l'apprentissage par l'expérience des facilitateurs, et de démarrer la formation des producteurs en parallèle à la formation des facilitateurs.

Tableau 3: Récapitulatif des sessions de formation des facilitateurs

Pays	Sites (villages)	Périodes des sessions
Burkina Faso	Matourkou	27 juillet au 02 août 2014 11 au 14 août 2014 21 au 23 août 2014 18 au 20 septembre 2014 11 au 13 octobre 2014 20 au 22 novembre 2014
	Kaïbo	30 juillet au 03 août 2014 14 au 17 août 2014 28 au 31 août 2014 11 au 14 septembre 2014 25 au 28 septembre 2014 09 au 12 octobre 2014 23 au 26 octobre 2014 06 au 09 novembre 2014 20 au 23 novembre 2014 04 au 07 décembre 2014
	Diapaga	25 au 28 juillet 2014 06 au 08 août 2014 20 au 22 août 2014 10 au 12 septembre 2014 25 au 27 septembre 2014 09 au 11 octobre 2014 28 au 30 octobre 2014 13 au 15 novembre 2014 27 au 28 novembre 2014
Mali	Fana	12 au 16/08/2014 26 au 29/08/2014 23 au 27/09/2014 20 au 26/10/2014
	Sikasso	11 au 13 Août 2014 05 au 09 novembre 2014 18 au 22 novembre 2014 02 au 06 décembre 2014
	Bougouni	11 au 15 Août 2014 17 au 20 sept 2014 17 au 21 nov 2014 15 au 19 décembre 2014
	Koutiala	18 au 27 août 2014 01 au 10 septembre 2014 16 au 25 octobre 2014 04 au 12 novembre 2014
	Kita	31 Juillet au 05 Août 2014 11 au 16 Août 2014 25 au 29 Août 2014 05 au 08 septembre 2014
	OHVN	21 au 27 juillet 2014 18 au 23 Août 2014

		08 au 14 septembre 2014 13 au 19 octobre 2014 10 au 16 Novembre 2014.
	APCAM	15 au 22 juillet 2014 25 au 31 Août 2014 15 au 21 septembre 2014 21 au 30 novembre 2014
Sénégal	Saré Dialo	14 au 18 juillet 2014 4 au 9 août 2014 31 août au 06 septembre 2014 09 au 14 octobre 2014 08 au 15 novembre 2014 15 au 16 décembre 2014
	Dar Salam	14 au 18 juillet 2014 4 au 9 août 2014 31 août au 06 septembre 2014 09 au 14 octobre 2014 08 au 15 novembre 2014 15 au 16 décembre 2014
	Yiricoye	14 au 18 juillet 2014 4 au 9 août 2014 31 août au 06 septembre 2014 09 au 14 octobre 2014 08 au 15 novembre 2014 15 au 16 décembre 2014
	Dabo	21 au 25 juillet 2014 25 au 29 août 2014 15 au 19 septembre 2014 20 au 25 octobre 2014 27/11 au 01/12/2014
	Kolda	21 au 25 juillet 2014 25 au 29 août 2014 15 au 19 septembre 2014 20 au 25 octobre 2014 27/11 au 01/12/2014
	Tanzanie	Ukiriguru (station de recherche)
Ukiriguru (station de recherche)		La FDF mise en œuvre en saison 2014-15 pour le compte du et financée par le projet TCB UE. La première session a eu lieu sur la période du 17-21 Novembre 2014 et sera suivie par 4 autres sessions de formation.
Zambie	Mumbwa	10 Mars au 21 Mars 2014 31 Mars au 11 Avril 2014
	Mumbwa	3-14 Novembre 8-14 Décembre 2014 2-6 Février 2015 16-20 Mars 2015

Les thèmes développés au cours de la formation sont relatifs à :

- Introduction à la méthodologie des champs écoles des producteurs;
- Introduction à l'approche gestion intégrée de la production et des déprédateurs;
- Analyse du système agro-écologique;
- Agriculture de conservation;
- Intégration agriculture-élevage

- Fertilité des sols et lutte contre les plantes adventices;
- Production de la fumure organique
- Principaux déprédateurs et maladies du coton;
- Ennemis naturels des insectes déprédateurs;
- Réduction des risques liés aux pesticides (sensibilisation sur les dangers des pesticides ;
- Alternatives à l'utilisation de pesticides pour la lutte contre les déprédateurs du cotonnier;
- Pertes après récolte dans le coton et les céréales;
- Gestion de la qualité du coton graine (gestion des risques de contamination)
- Estimation du rendement dans le coton et les céréales;
- Suivi des dépenses et recettes de production (cahier de dépenses/recettes)
- Elaboration d'un compte d'exploitation simplifié;

B. Formation de nouveaux producteurs

Les champs écoles des producteurs sont installés au profit des groupements de producteurs de coton (GPC) et leur animation est assurée par les facilitateurs pendant tout le cycle de la culture de coton. Les producteurs bénéficient d'une formation pratique quant à la gestion de la culture mais aussi reçoivent des formations complémentaires sur plusieurs thématiques de leurs choix, en lien avec les problèmes de leur communauté.

Tableau 4 : Données sur la formation de nouveaux facilitateurs et de nouveaux producteurs

Type de formation	Burkina Faso	Mali	Sénégal	Tanzanie	Zambie	Total
Formation nouveaux facilitateurs	30	80	120	27	54	311
Nouveaux CEPs	88	375	36	6	34	539
Nouveaux producteurs formés	2097	7 408	731	159	991	11386

NB : Les chiffres mentionnés pour les formations en Tanzanie et Zambie sont provisoires puisque les formations sont encore en cours (la saison cotonnière dans ces régions a lieu de novembre à mai).

Activité 2.2.3. Expérimenter et introduire avec les producteurs des alternatives de protection en coopération avec la recherche

Les discussions sont en cours avec les chercheurs du Programme Régional de Protection Intégrée du Cotonnier en Afrique (PRPICA) pour la réalisation de l'état des lieux des tests et résultats de recherche sur la lutte intégrée et les alternatives aux pesticides chimiques dans la lutte contre les ravageurs et maladies du cotonnier. Cette étude devrait permettre de :

- Capitaliser et diffuser les résultats de ces recherches en matière de lutte intégrée et alternatives
- Fournir un panel de méthodes de lutte dont l'efficacité est prouvée par la recherche et/ou les utilisations en milieu paysan, qui pourraient notamment être vulgarisées par le programme GIPD à travers les champs écoles des producteurs.

- Tracer des pistes de recherche pour le futur en matière de lutte intégrée et alternatives aux pesticides chimiques

Au Mali, le partenariat entre le projet et le Centre Régional de Recherche Agronomique (CRRA) de Sikasso, en lien avec le CIRAD, a porté sur les actions suivantes:

- la formulation de biopesticides à base de neem, piment et de l'huile de kobi ;
- l'introduction de l'écimage du cotonnier expérimenté par le CIRAD et l'IER : les ZPA concernées ont été Sokourani, Kaboïla (secteur de Sikasso) et Diomaténé dans le secteur de Kadiolo (Tableau 9).

Les principaux résultats de ces actions sont :

- l'écimage du cotonnier, effectué à bonne date pourrait s'intégrer dans l'approche GIPD pour améliorer la protection sur seuil du cotonnier contre ses ravageurs et améliorer la production de coton graine. La suppression de la cime du cotonnier permet au plan phytosanitaire d'éliminer les supports de ponte (jeunes organes de tête) en particulier des adultes de Lépidoptères habituellement présents. Ce qui pourrait avoir une incidence positive en termes de réduction du nombre de traitements bio insecticides et/ou chimiques.
- une brochure sur les traitements sur seuils est en cours de réalisation.

En Zambie, la Coordination nationale du projet est gérée par le centre de recherche sur le coton, le Cotton Development Trust. Tous les facilitateurs gérant des CEP ont été encouragés à mettre en place des parcelles d'étude. L'étude essaie de comparer les différences entre la GIPD et la pratique de l'agriculteur. Une fois que les agriculteurs auront découvert par eux-mêmes les avantages de mettre en œuvre la GIPD, ils sont en mesure de changer de façon de lutter contre les déprédateurs dans leurs champs.

En Tanzanie, la Formation des Facilitateurs est hébergée par l'Institut de recherche agricole d'Ukiriguru, en collaboration avec le personnel des services de la santé des végétaux et les maîtres formateurs. L'Institut a facilité les formations sur la lutte intégrée, la sélection et l'application des pesticides, la manutention et les bonnes pratiques agricoles. Le centre de recherche d'Ukiriguru a été choisi car il représente la principale source d'informations techniques sur les cultures en matière de déprédateurs, de maladies et de pédologie. Les 2 maîtres formateurs issus de l'Institut et les 2 formateurs de l'Inspection Phytosanitaire qui appuient les FDF, collaborent aussi avec le Lead Farmer Training Programme (LFTP) financé par le Tanzania Gatsby Trust. Dans ce cadre ils bénéficient deux fois par an de formations et coaching par le directeur de l'Australian Cotton Research Institute (ACRI), Robert Mensah. Les innovations développées dans ce cadre sont ainsi intégrées aux FDF du projet.

Résultat 2.3. Actions pilotes pour lever les obstacles à une meilleure adoption de la GIPD, en particulier par l'accès aux intrants et au crédit

Activité 2.3.1. Réaliser des études pour diagnostiquer les obstacles à l'adoption de la GIPD

En Afrique de l'Ouest, l'étude diagnostic des obstacles à l'adoption de la GIPD sera menée simultanément avec l'évaluation des effets des champs écoles des producteurs, prévue pour le premier trimestre de 2015. Il s'agira de mener un diagnostic participatif avec les communautés bénéficiaires en vue d'identifier les contraintes objectives qui limitent l'application des bonnes pratiques en production cotonnière et d'identifier des solutions endogènes pour y remédier.

En Tanzanie, les contraintes suivantes ont été soulignées:

- L'utilisation de pesticides alternatifs pour la lutte intégrée est encore limitée à quelques agriculteurs dans le pays.
- Les subventions aux intrants rendent certains agriculteurs réticents à adopter la lutte intégrée.

Des efforts ont été faits par le projet pour encourager les déclarants à utiliser des pesticides compatibles avec la lutte intégrée afin que les agriculteurs puissent y avoir accès sur le marché. Le projet s'est également efforcé d'influencer le processus d'homologation de ces pesticides dans le pays.

Activité 2.3.2. Mener des actions pilotes pour alléger les obstacles à l'adoption de la GIPD

Le projet en collaboration avec ses partenaires développement les mécanismes idoines pour plus d'efficacité dans leurs interventions afin d'alléger les obstacles à la mise en œuvre de la GIPD dans les exploitations des producteurs.

Au Burkina Faso, l'UNPCB subventionne les équipements de production de compost au profit des cotonculteurs y compris ceux ayant bénéficié de la formation en GIPD. Le kit fourni est composé de : 1 charrette, 1 brouette, 1 pelle, 1 râteau, 1 pioche, 1 fourche, 1 arrosoir, 03 sacs de ciment, 03 de phosphate naturel ou 1 dose d'un activateur de compost. D'un montant total de 350 000 FCFA, le kit est octroyé aux producteurs à 122 500 FCFA soit 35% de sa valeur. Au total 2 500 producteurs ont bénéficié de cette dotation.

Au Sénégal, le projet a financé l'acquisition d'équipements pour la fabrication de bio-pesticides au profit des producteurs formés. Par ailleurs, des dispositions sont prises pour la dotation des producteurs en équipement de production de compost, dès la campagne 2015.

En Tanzanie, davantage de formations ont été offertes aux agriculteurs sur les mesures de lutte intégrée qui offrent une combinaison systématique des options disponibles. Celles-ci peuvent inclure des mesures culturales, la lutte biologique avec un accent particulier sur les ennemis naturels disponibles dans les champs des agriculteurs, l'utilisation de variétés résistantes et l'utilisation en dernier recours de pesticides compatibles avec la lutte intégrée et avec un accent mis sur les mesures alternatives aux pesticides. Il est transmis aux agriculteurs des connaissances et des compétences pour mettre en pratique des mesures de protection axés sur la lutte intégrée, qui soient économiquement et écologiquement saines.

Objectif stratégique 3 : Capitaliser et diffuser les acquis de l'approche GIPD / CEP

Résultat.3.1. Un système de suivi évaluation et de gestion de la performance est mis en place pour tous les pays du Projet

Activité 3.1.1. Mettre en place un cadre de suivi et évaluation opérationnel du programme

Un manuel de suivi-évaluation opérationnel du projet a été produit au niveau régional en 2013, assorti d'un système de suivi opérationnel. Le suivi-évaluation des activités réalisées au cours de 2014 se fonde sur ce manuel.

Au Burkina Faso, la coordination du projet et l'UNPCB ont effectué respectivement 3 et 2 missions de supervision des activités dans l'ensemble des trois zones cotonnières pendant la phase d'installation des champs écoles des producteurs, pendant la phase d'animation et d'évaluation de la formation. Ces sorties de supervision constituent des occasions pour s'imprégner des contraintes opérationnelles et de coacher les facilitateurs en vue d'optimiser l'impact de la formation.

Au Mali, le suivi des activités du projet est assuré par la coordination du projet en collaboration avec ses partenaires que sont les filiales de la CDMT, l'OHVN, l'IER. Des missions conjointes sont régulièrement organisées pour apprécier l'état de conduite des champs écoles.

Au Sénégal, le suivi des activités est assuré par la coordination du projet et ses partenaires que sont la SODEFITEX, la FNPC.

En Tanzanie, le suivi des activités a été effectué deux fois pendant la saison 2013/2014, à savoir pendant le semis des cultures et pendant la phase de croissance. Un suivi a aussi été effectué lors de la clôture de la saison (remise des diplômes aux agriculteurs, identification des nouveaux facilitateurs et examen du curriculum de formation) et lors de la préparation de la nouvelle saison 2014/2015.

En Zambie, trois activités de suivi et évaluation des CEP ont été planifiées pour la saison 2014/2015 qui a démarré en décembre. Aucune de ces activités n'a encore été entreprise. Le premier suivi sera effectué par la coordonnatrice nationale pour s'assurer que les CEP fonctionnent. Le deuxième suivi sera effectué par le consultant international. Le troisième suivi sera fait par la coordonnatrice nationale avant la fin de la saison agricole. Néanmoins, les facilitateurs doivent transmettre un rapport mensuel à la Coordinatrice concernant l'installation des CEP, ce qui donne une bonne évaluation des progrès. De plus, au cours des sessions de formation mensuelle du groupe de facilitateurs qui suit actuellement la FDF, chaque facilitateur présente un rapport de mise en œuvre, et un coaching est effectué par les maîtres formateurs en fonction des problèmes et insuffisances rencontrées.

Activité 3.1.2. Organiser des réunions bilans interrégionales sur la mise en œuvre du programme

Une réunion de concertation des partenaires d'Afrique de l'Ouest a été organisée à Ouagadougou, du 2 au 4 avril 2014. Placée sous le patronage du Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire du Burkina Faso, ont participé à cette rencontre des représentants des Unités nationales de Coordination du projet, des sociétés cotonnières (SOFITEX, FASO COTON, SODEFITEX, CDMT, OHVN), des organisations nationales de producteurs (UNPCB, APCAM, UNSPSC, FNPC), des structures de recherches (INERA, IER) et des services étatiques

d'encadrement agricole du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Outre ces acteurs nationaux, la commission de l'UEMOA, l'AProCA, le PR-PICA, l'IITA, le PAFICOT, ainsi que la coordination internationale du projet étaient représentés à cette réunion.

Les principales recommandations issues de cette réunion sont :

- Développer une stratégie pour faciliter l'extension de la GIPD en tant qu'approche très prometteuse, et le suivi de son appropriation par les producteurs au delà du cadre restreint du CEP. Cette stratégie sera soumise à la prochaine réunion pour validation ;
- Concevoir et soumettre pour validation, à la prochaine réunion, un cahier de suivi de l'appropriation de la GIPD par les producteurs ;
- Sérier les indicateurs du projet suivant les différents niveaux de résultats (produits, effets, impacts) pour favoriser un meilleur suivi de la mise en œuvre des activités et de l'impact du projet ;
- Renforcer dans chaque pays le système de suivi-évaluation des effets du projet, en plus du suivi opérationnel réalisé
- Renforcer la collaboration entre la recherche et les sociétés cotonnières, dans le cadre du projet, pour continuer à affiner l'approche GIPD en prenant en compte le contexte actuel de nos filières cotonnières.

Les réunions régionales ou interrégionales sont préparées au niveau de chaque pays à travers la tenue d'ateliers bilans et de programmation. Ces ateliers se tiennent une fois l'an.

La première réunion interrégionale des partenaires du projet était programmée du 30 septembre au 03 octobre 2014, à Ségou, au Mali. Elle a été reportée au début 2015 à cause de la menace de la maladie à virus *Ebola*.

Activité 3.1.3. Réaliser des études d'impact des activités au niveau des communautés

Une évaluation interne des effets de la formation en gestion intégrée de la production et des déprédateurs du cotonnier à travers les champs écoles des producteurs est programmée au premier trimestre de 2015. Cette évaluation sera conduite au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal et concernera les formations réalisées en 2009, 2010, 2011, sur financement du Programme « Tous ACP relatif aux produits de base agricoles » (AAACP) conduit de 2007 à 2012.

Pour préparer cette étude, un atelier sous-régional intensif regroupant 16 membres des équipes d'évaluateurs des trois pays a été organisé du 24 au 29 novembre 2014 à Somone (Sénégal). Les évaluateurs proviennent des OP, des sociétés cotonnières et des partenaires.

Au cours de cet atelier, les équipes ont été formées à l'analyse des données d'enquête avec des fonctions avancées du logiciel EXCEL, considéré comme adapté pour les analyses à effectuer tout en étant très largement disponible sans coûts additionnels, et plus facile à maîtriser ou déjà partiellement maîtrisé par les acteurs concernés. L'atelier s'est déroulé sous forme de sessions de démonstration, de simulations et d'exercices pratiques avec des données réelles du terrain apportées par les OP et autres participants.

Par ailleurs, les trois pays ont pu harmoniser leurs approches méthodologiques de conduite de l'étude et le questionnaire d'enquête.

Tableau 5 : Chronogramme de la réalisation de l'évaluation

Période	Activités
24 au 29 novembre 2014	Atelier sous-régional <ul style="list-style-type: none">• Formation en analyse des données d'enquête avec le logiciel EXCEL• Harmonisation de l'approche méthodologique• Validation du questionnaire d'enquête
15 décembre 2014 au 15 janvier 2015	Etablir le plan de sondage et proposer un budget <ul style="list-style-type: none">• Etablir le répertoire des GPC formés par zone et par année• Etablir le répertoire des GPC non formé par zone• Echantillonner les GPC formés et non formés à enquêter• Etablir la liste des producteurs par GPC échantillonné• Déterminer l'échantillon de producteurs à enquêter par GPC• Proposer un budget à partir du plan de sondage
16 au 31 janvier 2015	Mettre en place les équipes d'évaluation <ul style="list-style-type: none">• Recrutement des agents enquêteurs• Recrutement des superviseurs• Recrutement des opérateurs de saisie• Recrutement /identification des chargés d'analyse
1 ^{er} au 28 février 2015	Organiser un atelier national de formation des équipes d'évaluation
1 ^{er} au 31 mars 2015	Collecte des données <ul style="list-style-type: none">• Conduite des enquêtes auprès des producteurs échantillonnés• Centralisation des fiches au niveau des superviseurs• Centralisation des fiches au niveau du chargé d'analyse
1 ^{er} au 30 avril 2015	Saisie des données <ul style="list-style-type: none">• Conception d'un masque de saisie• Saisie des données
1 ^{er} au 31 mai 2015	Traitement, analyse des données et rédaction du rapport
Juin 2015	Ateliers nationaux de restitution & rapport final

Résultat.3.2. Les stratégies de communication et de diffusion des acquis du programme sont élaborées et mise en œuvre

Des stratégies de communication pour le développement (C4D) ont été développées pour le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal, avec l'appui de la Division Communication de la FAO.

La C4D favorise la participation active des bénéficiaires à toutes les étapes du projet, facilite le dialogue, la concertation et la prise de décisions pour promouvoir un développement où les populations deviennent les principaux acteurs du changement. Cette forme d'échange utilise de façon systématique et organisée la communication au moyen de relations interpersonnelles, d'auxiliaires audiovisuels et de mass médias. La communication pour le développement favorise aussi un meilleur partage de l'information entre partenaires afin d'assurer la formation, l'échange et le transfert du savoir-faire et des technologies.

Activité 3.2.1. Assurer une large diffusion des guides de formation sur la GIPD et les CEP

Les guides ont été mis à la disposition des partenaires pour améliorer le contenu de la formation dispensée et l'approche méthodologique d'animation des champs écoles des producteurs.

Tableau 6 : Quantités de documents distribuées par pays

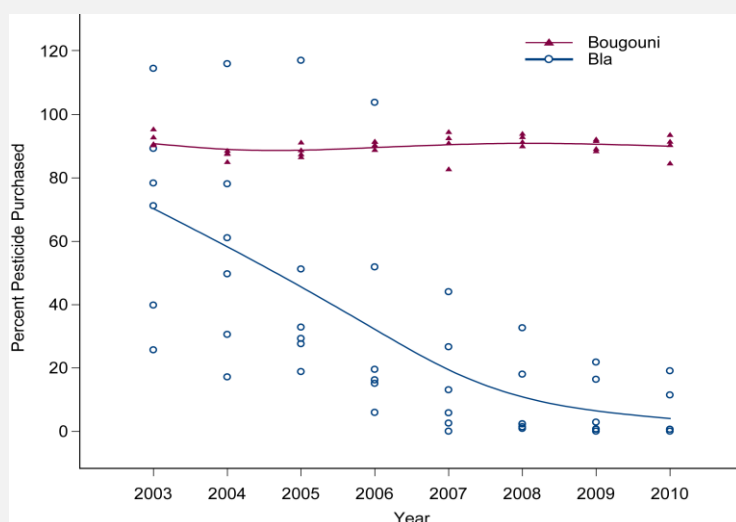
Titre du guide	Burkina Faso	Mali	Sénégal	Tanzanie	Zambie	Total
Conduire des champs écoles des producteurs	150	374	250	0	0	774
Gestion intégrée de la production et des déprédateurs du coton à travers les champs écoles des producteurs	50	374	150	0	0	574

Activité 3.2.2. Publier des articles scientifiques sur l'approche GIPD/CEP

Deux articles scientifiques ont été publiés en février 2014 dans le prestigieux journal scientifique « *Philosophical Transactions of Royal Society* » de la Royal Society (équivalent britannique de l'académie des sciences). Cette publication a donné lieu à une intense couverture médiatique, les résultats étant repris dans plus de 60 médias autour du monde et sur la une du site internet de la FAO.

- William Settle, Mohamed Soumaré, Makhfousse Sarr, Mohamed Hama Garba and Anne-Sophie Poisot 2014. Reducing pesticide risks to farming communities: cotton farmer field schools in Mali. *Phil. Trans. R. Soc. B* 2014 369, 20120277
- P. C. Jepson, M. Guzy, K. Blaustein, M. Sow, M. Sarr, P. Mineau and S. Kegley, 2014. Sustainable intensification of African agriculture to establish an enabling environment for measuring pesticide ecological and health risks in West Africa. *Phil. Trans. R. Soc. B* 2014 369, 20130491

Résultats clés de l'étude de Bla



Réduction de 92.5% de l'utilisation des pesticides au Mali après les formations à Bla

Source : *Philosophical Transactions of Royal Society*, étude d'impact 2013

En prenant comme référence (100%) les chiffres de l'utilisation des pesticides en 2003, d'après les chiffres des magasins de la CMDT corroboré par les organisations paysannes, les

cotonculteurs du secteur de Bla ont économisé près de 47 000 litres de pesticides de synthèse pour une valeur d'environ US \$ 470 000.

A titre de comparaison le coût moyen d'un CEP au Mali est d'environ US\$ 600, ou US\$ 24 par producteur. Le coût total pour former les 1461 producteurs formés à Bla s'est élevé à environ US\$ 35 000.

Activité 3.2.3. Développer des partenariats avec les radios locales, et réaliser des reportages sur l'approche GIPD/CEP

Des partenariats ont été établis avec des radios locales pour la réalisation de reportage et la diffusion d'émissions de sensibilisation sur la production cotonnière et la gestion des risques des pesticides. Ces reportages sont réalisés avec la collaboration des sociétés cotonnières et les organisations des producteurs de coton. Aussi, les événements majeurs du projet ont bénéficié d'une couverture médiatique.

Au Burkina Faso, un reportage sur la tenue de la réunion sous-régionale des partenaires du projet a été réalisé et diffusé au journal de la télévision nationale. Deux articles ont été publiés dans **FAO Info**, le journal du bureau de la FAO au Burkina Faso.

Au Mali, des partenariats existent entre les Filiales CMDT et les radios de proximités qui sont mises à contribution pour diffuser les actions GIPD/CEP dans les zones d'intervention. En outre, les événements du projet (journées portes ouvertes, ateliers) sont couverts par la Radio Diffusion Télévision du Mali (ORTM) et le quotidien national d'information (Essor).

Au Sénégal, Le projet a travaillé en partenariat avec la radio BAMTAARE DOWRI FM de Vélingara pour des reportages sur les activités des champs écoles paysans, notamment les formations des facilitateurs et des émissions sur les clubs d'écoute communautaires.

En Tanzanie, il n'y a pas encore eu de partenariat radio mais 6 CDs ont été produits au sujet de la journée portes ouvertes qui a eu lieu à Iramba le 12 Juin 2014. Un reportage a également été réalisé.

En Zambie, le coordonnateur du projet s'est associé à une organisation qui produit des documentaires, PELUSA. L'équipe de PELUSA accompagnera le coordonnateur sur certaines activités prévues au cours de la saison 2014-15. À la fin de la saison, un documentaire sera produit pour souligner aux principales parties prenantes l'impact du programme.

Activité 3.2.4. Organiser des journées portes ouvertes et visites d'échanges sur l'approche GIPD/CEP

A. Journées portes ouvertes

Une journée porte ouverte est une cérémonie d'envergure nationale organisée en vue de donner plus de visibilité aux activités du projet et pour rechercher des partenaires. De ce fait, les invités sont des décideurs de haut niveau (ministres, directeurs généraux, coordonnateurs de projets, gouverneurs, etc.) et la presse (télévision, radio, presse écrite). Les activités de la JPO peuvent porter sur une conférence, une exposition de résultats d'activités (documents d'étude, les produits agricoles, etc.), une visite des CEP, etc.

Au Burkina Faso, il n'ya pas eu de journée portes ouvertes proprement dite. Mais, la journée de clôture des sessions de formation des facilitateurs, présidée par le Directeur National de la

Vulgarisation et de Recherche-Développement (DVRD) en présence de la direction de l'UNPCB a été une occasion favorable pour la promotion des activités du projet.

Au Mali, une journée porte ouverte organisée par le réseau de Bla a enregistré la participation du président de l'APCAM, M. Bakary TOGOLA et d'une forte délégation. Ont aussi pris part les autorités administratives et politiques, les services techniques de Ségou et du cercle de Bla. Au cours de ces JPO, le préfet a offert un terrain pour la construction du siège du Réseau et s'est engagé à l'accompagner. Le Président de l'APCAM a pris l'engagement de porter le plaidoyer auprès des hautes autorités du pays pour l'extension et l'adoption de l'approche GIPD/CEP à grande échelle.

Au Sénégal, une journée de remise des attestations a été organisée à Vélingara pour marquer la cérémonie de clôture de formation des facilitateurs. La manifestation était présidée par le Préfet du département de Vélingara, en présence de l'Assistant au Représentant de la FAO au Sénégal et chargé de programme, le premier adjoint au Maire de la Commune, le chef de Département de la Production Cotonnière, le premier Vice Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Coton (FNPC), des notables des villages ayant abrité les FdF et les Clubs d'écoutes communautaires et les groupements de producteurs de coton (GPC). Près de 300 personnes étaient présentes.

En Tanzanie, une Journée portes ouvertes dans les champs s'est tenue au village de Shelui (district d'Iramba district, région de Singida) le 12 juin 2014. Un certain nombre d'agriculteurs ont participé à l'événement aux côtés des représentants des chefs du village, de la paroisse, des autorités du district (commissaire du district, directeur exécutif du district, secrétaire administratif du district, fonctionnaire territorial en charge de l'agriculture, de l'irrigation et des coopératives), des représentants du Ministère de l'agriculture, de la Coordinatrice du projet à la FAO de Rome, de maîtres formateurs, de chercheurs, du personnel de vulgarisation et du coordonnateur national de projet.

B. Visites commentées

Une visite commentée est une cérémonie organisée au sein d'un champ école des producteurs et pour laquelle sont invités les acteurs de la localité: les autorités locales (autorités administratives, autorités religieuses, chef du village, toute personne pouvant influencer positivement ou négativement les activités CEP), les services techniques locaux, les projets ou programmes intervenant sur le site, les producteurs du site.

L'objectif est de donner aux producteurs l'opportunité de présenter les résultats de la formation en cours dans le CEP, mais surtout de susciter un intérêt, chez tous ces invités, pour les activités CEP/GIPD. C'est une occasion favorable de rechercher aussi des partenaires pour les prochaines saisons.

Lors des VC, comme lors des JPO, les producteurs font visiter leur parcelle, présentent des posters comparant les résultats agronomiques et économiques de différentes pratiques testées, présentent les différents ravageurs, maladies ou ennemis naturels, la préparation des extraits botaniques, ou encore expliquent l'approche de l'Analyse de l'Agro-écosystème utilisée dans les CEP.

Tableau 7 : Bilan des visites commentées

	Burkina Faso	Mali	Sénégal	Tanzanie	Zambie	Total
Nbre de VC	90	176	16	0	0	282
Nbre de visiteurs (approx.)	6 988	2 266	147	0	0	9401

Aucune visite commentée n'a encore été organisée en **Tanzanie et Zambie** car les activités venaient de démarrer.

Il est à noter qu'à travers ces visites qui durent plusieurs heures, ce sont donc plus de 9000 personnes supplémentaires, essentiellement des acteurs du monde rural et des producteurs cotonniers, qui ont été sensibilisés aux contenus techniques et pratiques agricoles, à l'approche d'apprentissage et aux résultats des formations CEP. Ces chiffres sont relativement peu mis en avant dans le projet (ils ne font pas partie des indicateurs) ; néanmoins, dans la majorité des projets de développement, il faut bien dire que c'est ce type d'intervention/démonstration de quelques heures qui est considéré comme une « formation » à part entière des producteurs. Tandis que les CEP, eux, mettent l'accent sur l'apprentissage par la pratique de façon hebdomadaire, tout au long d'une saison de culture, et sur la capacité d'observation et d'analyse critique et de recherche active de solutions par les producteurs. Ils pallient ainsi le faible accès des populations rurales aux systèmes éducatifs publics et l'absence d'investissements publics dans l'éducation professionnelle des adultes; d'où l'engouement suscité par les CEP auprès des producteurs dans plus d'une centaine de pays.

Activité 3.2.5. Produire et diffuser des documents et outils (affiches, brochures, fiches techniques) capitalisant les acquis du programme

Au Burkina Faso, un dépliant présentant la logique d'intervention du projet a été produit en 500 copies. Il est en cours de diffusion.

Au Mali, les documents suivants ont été produits et diffusés :

- Production et diffusion de 200 plaquettes sur la préparation des bios pesticides ;
- Production d'un catalogue sur les bio-pesticides par le CRRA de Sikasso.

Au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie, cette activité est planifiée au cours de l'année 2014.

Activité 3.2.6. Les résultats des activités sont présentés dans les instances internationales et auprès d'acteurs clés du coton

Réunion sous-régionale : Les résultats du projet ont été présentés au cours de la réunion sous-régionale des partenaires tenu à Ouagadougou du 02 au 04 avril 2014. A cette réunion, en plus, de la représentation au haut niveau des structures nationales (ministères de l'agriculture, recherche, sociétés cotonnières, organisations des producteurs de coton), accueillait les organisations régionales telles que l'UEMOA, l'AProCA, le PR-PICA, l'IITA, le PAFICOT.

PR-PICA : le projet a co-sponsorisé la réunion annuelle de bilan du PR-PICA tenue du 16 au 18 avril 2014 à Dakar. Le projet a été représenté à cette réunion par la Coordinatrice internationale, l'Assistant régional suivi-évaluation et formation et le Coordonnateur technique du Sénégal.

Cos-coton : les résultats du projet sont présentés à l'ensemble des membres au cours des rencontres du Cos-coton. Le dernier COS s'est tenu en juillet 2014 à Bruxelles.

CIRAD : le projet a contribué à l'atelier PERFORMON organisé par le CIRAD en octobre 2014 à Montpellier pour faire le point et élaborer un cadre d'analyse de la recherche cotonnière en Afrique. Y participaient les partenaires de la recherche nationale et régionale, des représentants des sociétés cotonnières et des OP et des partenaires au développement tel que l'AFD ou le BCI ainsi que l'Unité de Gestion du Programme de Consolidation. L'APROCA y a longuement évoqué sa stratégie d'extension de la GIPD. Cette rencontre a été l'occasion de réunions de travail bilatérales avec 3 directeurs scientifiques du CIRAD et plusieurs équipes de recherche, l'UGP, la Better Cotton Initiative, l'APROCA, et les acteurs du coton au Mali (CMDT, UNSCPC).

Activité 3.2.7. Collaborer avec les organisations régionales pour la mise en œuvre de leur stratégie sur la promotion des filières coton-textile

UEMOA : Un contact régulier est maintenu avec le point focal régional. Celui-ci a participé à la réunion des partenaires du projet en zone UEMOA tenu à Ouagadougou du 2 au 4 avril 2014 où il a fait le bilan de la mise en œuvre de l'Agenda pour la compétitivité de la filière coton-textile dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) 2011-2020.

COMESA : Le point focal régional est tenu au courant des activités par la Coordination internationale et par le Consultant international zimbabwéen appuyant les activités en Zambie, à l'occasion de ses passages dans le pays. Le point focal a été invité aux cérémonies d'ouverture des FDF et à la première rencontre du Cadre de concertation de la Zambie, mais n'était malheureusement pas présent dans le pays à ces dates.

Difficultés rencontrées & suggestions

Difficultés	Suggestions
<p>Long processus d'amendement-approbation des Programmes de travail et des budgets annuels (PTBA), couplé avec de nouvelles procédures FAO pour les contrats avec les Sociétés privées/para-étatiques en 2014, procédures encore insuffisamment maîtrisées à tous les niveaux, ayant pour conséquence certains retards dans la signature des protocoles d'accord ou des contrats avec les partenaires.</p>	<p>Que la coordination internationale affecte une enveloppe budgétaire au pays avant la tenue de l'atelier de programmation ce qui permet d'élaborer un PTBA réaliste.</p>
<p>Dans les 5 pays du projet, la précarité des pluies a occasionné le retard dans la mise en place des champs écoles des producteurs et a engendré de mauvaises levées dans certains CEP</p>	<p>Prendre en compte les risques d'instabilité pluviométrique dans la planification des activités. Inclure des thèmes relatifs à la résilience aux changements climatiques dans la formation/recyclage des facilitateurs et dans les curricula des CEP.</p>
<p>L'insuffisance de l'encadrement rapproché et du suivi des producteurs dans leurs exploitations, suivi que les producteurs souhaiteraient voir renforcer</p>	<p>Former de nouveaux producteurs facilitateurs (producteurs relais) pour accroître la disponibilité Renforcer la collaboration avec les acteurs de la filière (sociétés cotonnières, organisations des producteurs) en vue de mettre à profit leur dispositif d'encadrement pour le suivi des producteurs</p>
<p>Absence d'équipements appropriés pour la formation des producteurs sur des thèmes spécifiques tels : la production de compost, la fabrication de solutions insecticides à base d'extraits de plantes locales.</p>	<p>Mettre les équipements appropriés à la disposition des facilitateurs. Faciliter la disponibilité d'équipements pour le projet, en particulier: véhicule, projecteur power point, ordinateur de bureau, photocopieuse, imprimantes et papeterie pour le travail de bureau. Néanmoins le budget du programme (5 pays sur 4 ans) donnera peu ou pas de flexibilité en ce sens.</p>

ANNEXE 1 – BILAN DU PROGRAMME D'ACTIVITES 2014

Activité réalisée	
Activité en cours	
Activité non réalisée	
Activité programmée	
Activité reportée	

CA Ref.	Objectif/ Résultat/ Activité	2014												Statut au 31/12/2014	Pour activité spécifique : atelier, événement...	Place	Remarques	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
O.S.1	Des mécanismes d'institutionnalisation de l'approche GIPD/CEP sont mis en place																	
R.1.1	Les approches GIPD/CEP sont intégrés dans le système d'intervention des structures de vulgarisation, de formation et de recherche																	
A.1.1.1	Mettre en place un cadre de concertation national entre les différents partenaires techniques du programme.																	
	<i>Mise en place d'un cadre de concertation national au Burkina Faso, en Tanzanie et en Zambie</i>																	
	<i>Tenue d'au moins 1 réunion de concertation nationale dans chaque pays du projet</i>																	
A.1.1.2	Etablir des accords de partenariat avec les différents partenaires techniques du programme																	
	<i>Etablissement d'accords de partenariat annuel avec des organisations de producteurs de coton (UNPCB, FNPC, APCAM, AProCA) des sociétés dégrenage (CMDT, OHVN, SODEFITEX) des structures gouvernementales, des structures de recherche nationale (IER, Ukiriguru research institute) et sou-régionales (PR-PIGA)</i>																	
A.1.1.3	Organiser des actions d'information et planification en direction des décideurs politiques																	
	<i>Organisation d'un atelier d'échange inter régional au Mali</i>																	
	<i>Présentation du projet au cours de réunions officielles de décideurs politiques</i>																	
A.1.1.4	Développer une stratégie d'appropriation de l'approche GIPD/CEP avec les partenaires																	

ANNEXE 2 : TABLEAU DU STATUT DES IOV AU 31 DECEMBRE 2014

Progression de l'IOV*		Etat atteint pour l'IOV**	
	Bonne		Bon
	Satisfaisante		Satisfaisant
	Insuffisante		Insuffisant

H3 La compétitivité interne et la viabilité des itinères cotonnières africaines sont améliorées

H3.1. Développer les capacités locales en gestion intégrée de la production et des Détricateurs (GIP/D) pour favoriser une intensification agricole durable des systèmes de production cotonniers, réduire les risques liés aux pesticides et améliorer les conditions de vie des producteurs							
Codes IOV	IOVs	Résultats atteints au 31/12/2014	P*	E**	Problèmes rencontrés	Solutions proposées et perspectives	Commentaires
3.1.1	Au moins 1050 Champs Ecoles des Producteurs (CEP) conduits dans 5 pays africains (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tanzanie, Zambie)	755 champs écoles des producteurs ont été réalisés dans les 5 pays					Ce nombre représente les champs écoles qui ont été réalisés au cours des 2 années de mise en œuvre du projet. En rappel chaque CEP est conduit pendant deux campagnes consécutives.
3.1.2	Au moins 300 nouveaux facilitateurs de CEP formés	479 facilitateurs ont été formés dont 2% de femmes			Fort demande des partenaires (éleveurs et organisations paysannes) pour la formation de leurs agents	Ces partenaires ont été sensibilisés au cofinancement des activités de formation	En dépit de la révision de l'indicateur initial, il a été dépassé
3.1.3	Au moins 250 Facilitateurs sont recyclés	451 facilitateurs recyclés					Les thèmes des recyclages tiennent compte des devoirs de chaque campagne cotonnière. Ils sont définis en concertation avec les organisations paysannes et les sociétés cotonnières
3.1.4	Au moins 21.000 producteurs de coton formés (dont % femmes)	15.743 producteurs formés dont 6% de femmes					Ce nombre représente le cumul des producteurs formés pendant les deux années de mise en œuvre du projet
3.1.5	Enquêtes d'impact réalisées :	Etude prévue à la fin du projet					Une étude d'évaluation interne des effets des formations financées par Programme « Tous ACP relatif aux produits de base agricoles » (AAACP) conduit de 2007 à 2012, sera conduite au premier semestre de 2015.
3.1.5.1	Indiquent qu'au moins 50% des producteurs formés utilisent une ou plusieurs pratiques agricoles améliorées parmi lesquelles: - apporter de la matière organique dans leurs champs - utiliser les doses d'engrais recommandées - avoir recours à des approches alternatives aux pesticides chimiques dans la gestion des ravageurs	Etude prévue à la fin du projet					Une étude d'évaluation interne des effets des formations financées par Programme « Tous ACP relatif aux produits de base agricoles » (AAACP) conduit de 2007 à 2012, sera conduite au premier semestre de 2015.

<p>3.1.5.2.</p> <p>Indiquent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Au moins 80% des producteurs formés produisent du coton de 1er choix -Au moins 50% des producteurs formés augmentent leurs rendements de 10% par rapport aux producteurs non formés -Au moins 50% des producteurs formés améliorent de 10% leur marge bénéficiaire par rapport aux producteurs non formés 	<p>Etude prévue à la fin du projet</p>				<p>Une étude d'évaluation interne des effets des formations financées par Programme « Tous ACP relatif aux produits de base agricoles » (AAAACP) conduit de 2007 à 2012, sera conduite au premier semestre de 2015.</p>
<p>3.1.6</p> <p>Au moins un partenaire par pays a intégré l'approche dans ses propres activités (mettre en évidence leur implication en termes de cofinancement et de cogestion)</p>	<p>Au Burkina Faso : l'UNPCB a intégré l'approche GIPD Au Mali : les 4 filiales CMDT, l'OHVN et l'APCAM ont intégré l'approche GIPD Au Sénégal : la SODEFITEX et la FNPC ont intégré l'approche GIPD</p>				<p>A travers les protocoles d'accord signés entre la FAO et ces partenaires, ceux-ci cofinancent et cogèrent les activités du projet. Les compétences des cadres de ses structures ont été renforcées en gestion des projets CEP/GIPD en vue d'une pérennisation des actions du projet.</p>
<p>3.1.7</p> <p>La GIPD et la réduction des risques liés aux pesticides sont mieux intégrées aux stratégies des acteurs et/ou aux politiques nationales sur le coton</p>	<p>Au Burkina Faso : inscription de l'approche GIPD/CEP dans le plan quinquennal d'activités de l'UNPCB. Inscription des Champs Ecole des Producteurs dans le PNVACA (Programme National de Vulgarisation et d'Appui Conseil Agricoles) comme outil phare de vulgarisation (3000 CEP prévus pour la campagne 2014/2015 sur fonds du Ministère, toutes cultures confondues) Au Mali : inscription en 2013 de l'approche GIPD/CEP dans le Plan quinquennal de développement de la filière coton. L'approche GIPD/CEP est intégrée dans le Programme National d'investissement Agricole (PNIA). Au Sénégal, la SODEFITEX a entamé un processus d'intégration progressive de l'approche GIPD/CEP dans son système d'appui-conseil. La GIPD et les Champs Ecoles sont intégrés dans la stratégie nationale sur l'Agriculture Saine et Durable (ASD).</p>				<p>La sensibilisation des décideurs politiques se fait à travers leur participation au cadre de concertation national mais aussi lors de rencontres officielles et des ateliers spécifiques organisés par le projet à leur profit.</p>
<p>3.1.8</p> <p>Un cadre de concertation national est mis en place entre les partenaires techniques et se réunit chaque année à partir de la 2ème année du Programme</p>	<p>Chaque pays a mis en place un cadre national de concertation fonctionnel</p>				<p>Les cadres de concertation se réunissent une à 2 fois par an</p>
<p>3.1.9</p> <p>Au moins deux réunions interrégionales des équipes de mise en œuvre du projet sont organisées en cours de projet</p>	<p>Aucune réunion interrégionale n'est encore tenue</p>			<p>La première réunion interrégionale était prévue en octobre 2014 au Mali ; elle a été reporté à cause des menaces de la maladie à virus Ebola</p>	<p>La réunion sous-régionale est organisée en avril 2014 pour les pays de l'UEMOA</p>
<p>3.1.10</p> <p>Un conseil technique est fourni aux projets appuyant le développement de standards privés (BCI, CmiA)</p>	<p>Un conseil technique régulier est apporté au BCI et au CMI.A. Le BCI s'appuie sur le dispositif de la FAO pour réaliser les formations des cotonculteurs au Mali et au Sénégal à travers les CEP et participe aux rencontres FAO ; une proposition de projet conjointe pour l'FC a été formulée. La FAO a donné la Key Note</p>				<p>La FAO accompagne le Better Cotton Initiative (BCI) sur les questions de lutte intégrée et les pesticides. La FAO a également un dialogue constructif avec le Cotton Made in Africa (CMI.A)</p>

		Address (sur le thème de la GIPD) de la Conférence annuelle CMA/COMPACI en Octobre 2013, et des échanges techniques réguliers ont lieu.					
3.1.11	Des diagnostics de référence sont effectués en début de programme	Les diagnostics de référence ont été réalisés dans les spays					Les diagnostics de référence orientent les interventions du projet notamment l'élaboration des curricula de formation
3.1.12	Un manuel opérationnel de suivi-évaluation est élaboré	Un manuel de suivi-évaluation opérationnel du projet est élaboré des 2013; son utilisation généralisée en 2014					Le suivi des activités du projet se fonde sur le manuel opérationnel
3.1.13	Des briefings réguliers sur les activités sont partagés avec les Points Focaux Régionaux Coton	Des briefings réguliers sur les activités sont faits aux Points Focaux Régionaux Coton					Le P-FHC DEMQA a participé à la réunion sous-régionale tenue à Ouagadougou en avril 2014
3.1.14	Identification des contraintes liées à l'adoption de la GIPD dans les localités sélectionnées à partir de l'année 2	Le diagnostic des contraintes sera couplé à l'évaluation interne des effets de la formation					En attendant les études diagnostics plus structurées, les cadres de concertation constituent des instances de discussion sur les contraintes à l'adoption de la GIPD
3.1.15	Des actions pilotes sont réalisées pour lever ou minimiser les contraintes à l'adoption de la GIPD	Dotation des producteurs en purvisseurs Fournitures de kit de compostage (charrettes, brouettes, pelles, ciment, phosphate naturel, etc.) à 2500 producteurs Ces actions pilotes sont initiées en grandes parties sur cofinancement des partenaires ; elles seront renforcées sur la base des recommandations du diagnostic			Le projet dispose pas d'assez de ressources financières pour accompagner les producteurs à l'implémentation des acquis de la formation	Le projet encourage les partenaires (égreneurs et organisations paysannes) à accompagner les producteurs dans l'implémentation des acquis de la formation	
3.1.16	Des guides de formation en GIPD du cotonnier sont disponibles en langues officielles et en 3 langues nationales prioritaires	Un guide du facilitateur en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédiateurs du cotonnier est actualisé. Un livret de formation est conçu au profit des producteurs facilitateurs					Ces documents existent seulement en français
3.1.17	Au moins 3 ateliers sur les activités du projet et l'impact de la GIPD dans la production cotonnière sont publiés	02 ateliers ont été publiés					
3.1.18	Au moins 2 journées portes ouvertes sur les activités du projet sont organisées dans chaque pays	02 journées portes ouvertes ont été organisées au Mali					
3.1.19	Les réseaux des facilitateurs et de producteurs GIPD sont soutenus au Burkina Faso, Mali et Sénégal	Des réunions de redynamisation des réseaux ont été organisées dans les trois pays Le réseau de Bia au Mali a bénéficié d'une dotation en matériel informatique					Le projet continue d'accompagner les réseaux des facilitateurs en vue de leur autonomisation